



Orienter les ressources vers les droits des femmes

Kit d'outils sur la budgétisation sensible au
genre



Sommaire

1. Qui sommes-nous ?
2. Nos expertes du groupe de travail sur la budgétisation sensible au genre
3. A propos de ce kit d'outils
4. Introduction à la budgétisation sensible au genre
5. L'analyse via la budgétisation sensible au genre étape par étape
6. Plaider pour le changement : Expériences des femmes dans la société civile
7. Outils de plaidoyer
 - Questions fréquemment posées (FAQ)
 - Messages clés
 - Lettre type de plaidoyer
 - Demandes de la Société Civile



Qui sommes-nous ?

Le Lobby Européen des Femmes (LEF) rassemble le mouvement des femmes en Europe pour influencer le grand public et les institutions européennes en faveur des droits humains des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous sommes le plus grand réseau européen d'associations de femmes, représentant au total plus de 2000 organisations dans 26 États membres de l'UE, trois pays candidats, un ancien État membre de l'UE et un pays de l'Association européenne de libre-échange, ainsi que 17 organisations européennes représentant la diversité des femmes et des filles en Europe.

Le LEF promeut une société où la contribution des femmes à tous les aspects de la vie est reconnue, récompensée et célébrée, dans le leadership, le care et le monde du travail, où toutes les femmes ont confiance en elles, ont la liberté de choisir et sont libérées des violences et de l'exploitation, où aucune femme ou fille n'est laissée pour compte.

Nous comptons sur l'expertise de nos organisations membres pour guider la réalisation de nos objectifs stratégiques, notamment la recherche de financements plus durables pour les organisations de femmes et la promotion de la transformation féministe d'une économie durable.

Nos expertes du groupe de travail sur la budgétisation sensible au genre



Clara Berglund est la Secrétaire Générale du Lobby Suédois des Femmes, une organisation qui chapeaute le mouvement des femmes en Suède. Elle est également directrice exécutive de Forum Jämställdhet AB, une filiale du Lobby Suédois des Femmes.

Depuis huit ans, elle participe aux examens annuels du budget de l'État en matière d'égalité femmes-hommes, organisés par le Lobby Suédois des Femmes. Clara travaille régulièrement pour des municipalités et des régions en tant que conférencière experte en matière de budgétisation sensible au genre. Elle est membre du conseil d'administration de l'Agence suédoise pour l'égalité femmes-hommes et fait partie du groupe d'expertes et experts de la Commission gouvernementale sur l'égalité femmes-hommes dans les revenus du cycle de vie.



Emma Ritch est directrice générale d'Engender, une organisation féministe de plaidoyer qui œuvre pour l'égalité sociale, économique et politique des femmes en Écosse. Ses domaines d'action sont les femmes et l'économie, la lutte contre les violences des hommes envers les femmes, l'intégration de la dimension de genre et les droits humains des femmes.

Elle est membre du conseil consultatif du Premier ministre sur les femmes et les filles, présidente du conseil d'administration de Rape Crisis Scotland et du Human Rights Consortium Scotland, et membre du conseil d'administration de Close the Gap. Elle est membre des comités consultatifs du Scottish Women's Rights Centre et de la campagne Women 50:50.



Marion Böker est la vice-présidente exécutive de l'Alliance Internationale des Femmes (AIF) et représente l'AIF au conseil d'administration du Lobby Européen des Femmes.

Elle est consultante en budgétisation sensible au genre dans de nombreux pays depuis 1993. Depuis 2002, elle siège au sein du groupe de pilotage de la budgétisation sensible au genre du Land allemand de Berlin et est cofondatrice du Réseau Européen de Budgétisation sensible au genre



Ana Sofia Fernandes est présidente de la Plateforme portugaise pour les droits des femmes (l'organisation de coordination nationale du LEF pour le Portugal), membre du groupe de référence mondial de la société civile de l'initiative Spotlight UE-ONU et conseillère au Conseil économique et social portugais.

Depuis 2018, elle dirige l'équipe de la Plateforme portugaise pour les droits des femmes qui fournit une assistance technique à l'État portugais pour la mise en œuvre d'un projet pilote sur la budgétisation sensible au genre dans le budget de l'État.

Nos expertes du groupe de travail sur la budgétisation sensible au genre



Elisabeth Klatzer est une économiste féministe (PhD, Université d'économie et de commerce de Vienne, Autriche ; Master en administration publique, Université de Harvard). Elisabeth a plus de 20 ans d'expérience dans la recherche, le plaidoyer et le conseil dans le domaine de la budgétisation sensible au genre, de l'économie féministe et de la politique économique.

Travaillant comme consultante et chercheuse indépendante, cofondatrice du Réseau européen de budgétisation sensible au genre et du groupe de la société civile autrichienne "Femme Fiscale", groupe de recherche et de plaidoyer sur la budgétisation sensible au genre et la politique économique féministe, Elisabeth a publié de nombreux articles sur la budgétisation sensible au genre ainsi que sur l'économie et les politiques économiques féministes. Elle est co-éditrice (avec la professeure Angela O'Hagan) du volume 2018 "Gender Budgeting in Europe. Developments and Progress" (Palgrave MacMillan).



Janet Veitch, OBE, est présidente du groupe budgétaire des femmes britanniques (UK Women's Budget Group). Elle a travaillé pour les ministres britanniques des droits des femmes, en tant que responsable de l'intégration de la dimension de genre dans tous les ministères, et en tant que directrice de la commission nationale des femmes du Royaume-Uni, conseillant les ministres sur la politique d'égalité femmes-hommes. Elle a travaillé en tant qu'experte indépendante sur la budgétisation sensible au genre en Arménie, au Tadjikistan, dans le monde arabe, au Vietnam, en Zambie, au Kenya, en Corée, en Chine, aux Philippines, en Thaïlande et en Ukraine. Parmi ses clients figurent ONU Femmes, la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie de l'Ouest, Oxfam, le British Council, la Westminster Foundation for Democracy, Rape Crisis England & Wales et l'organisation britannique pour l'égalité et les droits humains.



Dina Loghin a fondé la Fondation SEF (1995) et le Lobby Roumain des Femmes (RoWL, 2007), dont elle a été présidente jusqu'en 2015. Elle est actuellement la représentante du RoWL dans le groupe de travail sur les femmes en politique et membre du groupe d'expertes sur la budgétisation sensible au genre du Lobby Européen des Femmes.

Jusqu'en 1994, Dina a travaillé comme ingénieure et comme professeure associée à l'Université technique de Iasi et est titulaire d'un Master en études de genre (2001) de la Faculté d'études politiques du SNSPA, Bucarest : développement et évaluation des politiques publiques, intégration de la dimension de genre, évaluation des programmes sociaux, gestion des OSC, etc.



A propos de ce kit d'outils

En 2018, le LEF, en partenariat avec la Fondation Chanel, a lancé « Canaliser les ressources vers les droits des femmes en Europe », un projet en deux volets qui vise à mobiliser des ressources à long terme pour les droits des femmes en Europe.

A travers ce projet, le LEF a voulu saisir l'opportunité du regain d'intérêt et de l'éventail d'activités sur le sujet de la budgétisation sensible au genre. Cet objectif a été atteint en engageant la communauté philanthropique, par exemple les fondations ou les entreprises, ainsi que les institutions, à sensibiliser à l'importance de la budgétisation sensible au genre et à encourager la redistribution de fonds, par le biais de mécanismes de budgétisation sensible au genre, aux organisations de femmes à travers l'Europe.

Ce kit d'outils est le fruit de ce projet et du travail que le LEF et ses membres ont réalisé pour démystifier la budgétisation sensible au genre et pour développer la capacité de toutes les parties prenantes à travers l'Europe à mieux mettre en œuvre les mécanismes de budgétisation sensible au genre, ce qui est un aspect essentiel pour garantir des ressources durables pour le mouvement des femmes.

Les outils inclus dans ce kit se veulent à la fois pratiques et informatifs, afin de soutenir les organisations de femmes de la société civile dans leur plaidoyer pour la promotion et l'adoption de la budgétisation sensible au genre au niveau local, national et européen.

Qu'allez-vous trouver dans ce kit ?

Comprendre la budgétisation sensible au genre

Les budgets et les mécanismes financiers étatiques sont souvent présentés comme un ensemble complexe de règles et de procédures, accessibles uniquement à celles et ceux qui possèdent le savoir-faire technique. Dans ce kit, d'éminentes expertes font tomber cette barrière et décrivent en détail les principes et processus clés de la budgétisation sensible au genre. L'objectif est d'aider les autres à mieux comprendre pourquoi la budgétisation sensible au genre est vraiment essentielle pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes, comment elle doit être mise en œuvre, comment et quand les femmes de la société civile doivent s'engager dans ces processus, afin de contribuer à la révolution féministe de nos économies.

Expériences des femmes de la société civile

Le partage de bonnes pratiques et de leçons apprises par les organisations expertes est essentiel pour comprendre comment d'autres organisations réussissent à plaider avec succès et de manière continue pour l'adoption de la budgétisation sensible au genre. Dans ce kit, des organisations de femmes de tous les pays d'Europe partagent leurs expériences de plaidoyer et présentent leurs conseils d'expertes.

Outils de plaidoyer

Ce kit d'outils contient des ressources destinées à aider les femmes de la société civile dans leurs activités de plaidoyer et d'action en faveur de l'adoption de la budgétisation sensible au genre dans leur région. Il s'agit d'outils pratiques qui peuvent être utilisés directement lors d'échanges avec les décideurs ou les

institutions financières, ainsi que des conseils d'actions et des outils de

renforcement des connaissances.

**GENDER
BUDGETING**

Introduction à la budgétisation sensible au genre

Le budget, que ce soit au niveau de l'UE, de l'État, d'une région ou d'une commune, est le document le plus important de toute organisation. C'est dans le budget que les promesses politiques sont réalisées ou négligées, que les questions sont priorisées ou oubliées, et que les ressources communes sont distribuées.

Les budgets publics organisent la distribution de l'argent des contribuables et la manière dont il est collecté. **Il devrait aller de soi que toutes les personnes bénéficient de manière égale des actions et des budgets publics.** Actuellement, nous constatons que ce n'est pas le cas. Les intérêts de certains groupes - souvent dominés par les hommes - reçoivent beaucoup plus d'attention et de soutien.

Les préjugés sexistes et l'inégalité des rôles entre les femmes et les hommes sont tellement ancrés dans nos sociétés que "faire comme si de rien n'était" signifie continuer à perpétuer les inégalités, en particulier la répartition inégale du travail (rémunéré et non rémunéré), des revenus, de la richesse, de l'influence et bien plus encore.

L'analyse via la budgétisation sensible au genre est un moyen de remettre en question cet état de fait

Le Conseil de l'Europe définit l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire comme une *"évaluation des budgets fondée sur le genre, intégrant une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire et restructurant les recettes et les dépenses afin de promouvoir l'égalité femmes-hommes"*.

En termes plus simples, la budgétisation

sensible au genre est une manière d'analyser ou de préparer les budgets dans une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes. En analysant les budgets dans cette perspective, nous pouvons garantir que les besoins économiques et sociaux de chacun et chacune sont satisfaits par les budgets gouvernementaux et que les dépenses de nos gouvernements profitent à tous et toutes.

Elle peut être appliquée à tous les niveaux des finances de l'État ou des institutions multilatérales, des organisations, des fondations, voire des banques. Elle doit être appliquée aux dépenses, au budget, aux recettes et aux impôts, et vise à garantir que des ressources adéquates sont allouées pour répondre aux différents besoins des femmes et des hommes.

En tant qu'outil, l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire permet de montrer ces inégalités et de mettre en évidence des préjugés involontaires au sein de processus budgétaires qui sont par ailleurs supposés être neutres. Elle permet d'identifier et de supprimer les impacts contradictoires dans les budgets, ainsi que les obstacles qui continuent à avoir des conséquences négatives pour les femmes et les filles.

Par exemple, les femmes et les filles

sont confrontées à diverses formes de discrimination, qu'il s'agisse de violences à leur égard, du manque de respect de leurs droits sexuels et reproductifs, de l'exclusion ou du manque de représentation dans les espaces politiques ou de décision. Tout cela contribue à la ségrégation du marché du travail, où les femmes sont surreprésentées dans les emplois informels, précaires, peu qualifiés et mal payés, comme sous-représentées en tant que cheffes d'entreprises (elles sont surtout présentes dans les micro-entreprises).

Cela signifie également que les femmes sont susceptibles d'avoir davantage besoin d'accéder aux services de santé publique et aux services sociaux car elles assument en grande partie la charge des soins aux membres de leur famille. Elles sont donc plus durement touchées que les hommes lorsque l'État et les institutions mondiales adoptent des mesures d'austérité, réduisent les impôts et les services publics et permettent aux multinationales d'échapper à l'impôt.

En plus d'identifier les opportunités et les erreurs, l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire place les questions relatives aux femmes au cœur même du gouvernement, le Ministère des Finances. Les gouvernements ont l'habitude de rejeter les politiques sensées qui n'ont pas de défenseur au moment où l'argent est distribué. Mais si les jugements sur ce qui est sensé pour les femmes (et pour le bien général) se forment au sein même du Ministère des Finances, alors la bataille est à moitié gagnée.

- The Economist, Février 2017

Ces politiques d'austérité profitent à celles et ceux qui possèdent des actifs et des richesses, mais pas à celles et ceux qui sont pauvres. L'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire a l'avantage d'offrir un outil d'analyse de ces impacts. Elle aide à réfléchir à l'impact involontaire des politiques fiscales et de dépenses sur les femmes et les hommes, compte tenu de leur statut économique différent, et à concevoir des politiques économiques qui réduisent les inégalités au lieu de les accroître.

Le bon sens voudrait que les politiques économiques et budgétaires fondées sur des preuves soient meilleures que celles qui visent simplement à servir des intérêts particuliers. Ainsi, l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire est une bonne budgétisation, elle contribue à créer une bonne compréhension, fondée sur des preuves, des impacts potentiels des budgets et facilite la création d'un avenir social et économique en Europe dont tout le monde

La budgétisation sensible au genre est tout simplement une budgétisation meilleure et plus efficace pour tout le monde !

En intégrant une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les budgets nationaux, régionaux et locaux, les gouvernements peuvent s'assurer que les besoins des femmes et des hommes sont satisfaits de manière égale et que des mesures sont prises en vue d'une plus grande égalité entre les femmes et les hommes, au lieu de maintenir les inégalités actuelles, de manière consciente ou inconsciente. Cela garantira que l'égalité femmes-hommes soit un objectif majeur des budgets et des ressources dans l'Union européenne.

Par conséquent, toute personne qui prend au sérieux les droits humains et les droits des femmes et qui souhaite utiliser les budgets de manière efficace doit adopter une optique de genre et en faire une pratique régulière dans la mise en place des budgets.

Il est maintenant temps de mettre en œuvre cette approche globale, au sein des mécanismes financiers de l'Union européenne, et de les moderniser pour un avenir meilleur, afin de voir un impact réel dans **les financements de réponse à la crise et d'aide à la reprise**, pour l'égalité et le bien-être des femmes et des hommes, en garantissant leurs droits !

L'analyse via la budgétisation sensible au genre étape par étape

Introduction

La budgétisation sensible au genre vise à garantir que les fonds publics sont collectés et dépensés de manière à contribuer le plus efficacement possible à la promotion de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes. Il est donc essentiel de disposer d'une base de données factuelles suffisante pour l'élaboration des politiques et la budgétisation.

La création de cette base de données est appelée "analyse budgétaire de genre" (ABG).

Parfois, d'autres termes sont utilisés, par exemple "analyse d'impact sur le genre" ; ils renvoient tous au même processus d'analyse visant à créer une base de données solide qui permettra de mieux éclairer les décisions budgétaires ou financières. L'ABG est donc un élément clé pour assurer une mise en œuvre significative de la budgétisation sensible au genre. Elle permet de rassembler des données sur des questions telles que les inégalités femmes-hommes existantes et sur les impacts des budgets et des politiques.

Une fois ces données rassemblées, les bonnes décisions en matière de budgétisation et de politiques visant à promouvoir l'égalité femmes-hommes et les droits des femmes peuvent être prises. Il s'agit d'un processus intégral qui doit être mené à bien tout au long du processus budgétaire. Cela signifie que l'ABG tient compte du lien étroit entre l'analyse, la prise de décision, la mise en œuvre et l'examen des résultats qui peuvent ensuite être intégrés dans le cycle budgétaire suivant.

Rendre l'ABG obligatoire et s'assurer qu'elle est réalisée de manière significative est cruciale à l'intégration systématique de la budgétisation sensible au genre dans les processus de planification et de budgétisation. Même si la budgétisation sensible au genre est rendue obligatoire par la loi ou par des décisions gouvernementales, il n'est pas garanti qu'elle soit bien mise en œuvre ; l'ABG doit donc être effectuée régulièrement.

Il est également important de garder à l'esprit qu'il existe des normes internationales, non seulement pour la budgétisation sensible au genre mais aussi pour l'ABG, comme les **Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies**, qui comprennent un indicateur spécifique sur la budgétisation sensible au genre. De même, les normes internationales sur la budgétisation sont décrites dans une méthodologie d'évaluation des systèmes budgétaires, appelée **Public Expenditure and Financial Accountability (PEFA)**, qui comprend également un cadre d'évaluation de la "gestion financière publique sensible au genre".

Tant les ODD que le cadre donné par le PEFA peuvent être mentionnés dans le travail de plaidoyer pour l'ABG. **Comme ils font l'objet d'une grande attention de la part de nombreux gouvernements, ils peuvent constituer un point de référence utile pour la société civile**, en plus des exigences législatives nationales.

Globalement, la budgétisation

sensible au genre implique non seulement une bonne ABG, mais aussi **une modification de l'ensemble des processus de budgétisation et de planification** afin de garantir que les engagements en matière d'égalité femmes-hommes et de droits des femmes soient pleinement intégrés au processus. Nous voyons ici le rôle important de la société civile dans le suivi précis des gouvernements, les rendant responsables d'une mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre de haute qualité, basée sur une ABG claire, comme élément clé pour travailler rapidement à la réalisation des engagements en matière d'égalité femmes-hommes et de droits des femmes.

Le processus devrait également inclure la participation et la représentation des intérêts et des priorités des femmes et des hommes dans leur diversité. Par conséquent, **le plaidoyer en faveur de processus participatifs égalitaires entre les femmes et les hommes** dans la prise de décision sur les budgets et les politiques est également une tâche importante pour les organisations de la société civile dans le contexte de la budgétisation sensible au genre.

Quel est le processus et comment la société civile peut-elle s'impliquer ?



Il existe plusieurs façons d'intégrer une ABG de manière significative dans le processus budgétaire. Toutefois, il est essentiel que, dans un premier temps, des orientations et des instructions claires soient données à l'administration publique responsable (qu'il s'agisse de ministères, de services gouvernementaux, locaux, etc).

C'est généralement le Ministère des Finances - ou le bureau du budget - qui publie les lignes directrices de la préparation du processus budgétaire, qui sont ensuite envoyées à tous les ministères et autres organismes chargés de préparer des parties spécifiques du budget public. Les directives sont souvent appelées "**circulaires budgétaires**". Ces directives sont des documents internes, mais sont souvent publiées sur le site internet du Ministère. Il est essentiel de comprendre que l'intégration obligatoire de l'analyse comparative entre les femmes et les hommes dans ces directives est vitale, car elle contribuera à garantir l'application de l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire.

La connaissance de ces détails permet à la société civile de vérifier si l'ABG est absente, si la qualité d'une ABG n'est pas bonne parce que des directives claires n'ont pas été fournies, ou encore de vérifier si des directives pour l'ABG ont été publiées dans le cadre du processus budgétaire et quel est leur contenu.

Il est non seulement important d'avoir une bonne ABG mais aussi de la rendre visible dans le budget. La question clé est de savoir si le gouvernement présente, dans sa proposition de budget, **une déclaration claire sur la manière dont le budget contribue à la réalisation de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes.**

Cette déclaration peut et doit inclure les principaux résultats de l'analyse comparative entre les sexes, par exemple en mettant en évidence les principales lacunes et les inégalités entre les femmes et les hommes, et fournir des informations sur la manière dont le budget et les politiques du gouvernement viseront à réduire les inégalités et à promouvoir les droits des femmes.

Ce type d'information ou de déclaration dans les documents budgétaires qui sont présentés au

Parlement ou aux organes élus au niveau local pour examen peut se présenter sous différentes formes, soit intégré dans le document budgétaire principal, soit dans un document séparé, mais il est important de savoir qu'il est souvent appelé "Déclaration budgétaire sur l'égalité femmes-hommes".

**GENDER
BUDGETING**

Alerte plaidoyer

Quelles actions concrètes de plaidoyer faire à ce stade ?

- Vérifier si les directives budgétaires comprennent des instructions sur l'ABG ou comment la budgétisation sensible au genre sera généralement intégrée au processus.
- Identifier les acteurs et actrices responsables de l'émission des instructions budgétaires (par exemple, la cheffe ou le chef du bureau du budget ou du département).
- Organiser une réunion pour en savoir plus à ce sujet et/ou plaider pour l'inclusion de directives claires sur la budgétisation sensible au genre et l'ABG en particulier.
- Suivre le processus ; vérifier si la proposition de budget s'est améliorée et organiser le suivi.

Conseil des expertes

Lorsque vous plaidez pour une information publique et de qualité sur la budgétisation sensible au genre dans le budget, il est important de :

- ♦ Vérifier combien d'informations sur la budgétisation sensible au genre et l'ABG sont incluses dans les documents budgétaires.
- ♦ Passer en revue ce qui est bon et ce qui manque dans l'ABG et définir les points clés que vous souhaitez aborder avec les parties prenantes.
- ♦ Décider stratégiquement à qui vous voulez vous adresser, si vous vous adressez à une partie prenante, par exemple la cheffe ou le chef du bureau du budget ou bien la ou le ministre.
- ♦ Décider du bon moment pour la réunion/autres actions (par exemple, lorsque l'attention des médias se porte sur le budget, ce qui correspond généralement au moment du discours sur le budget - c'est-à-dire lorsque la ou le ministre présente le budget au Parlement, ou même pendant l'adoption du budget au Parlement).
- ♦ Décider de la manière de formuler publiquement les



questions et préparer des messages clés pour attirer l'attention du public. Vous pouvez lier la budgétisation sensible au genre et l'analyse comparative entre les sexes à vos principales demandes de dépenses prioritaires pour la promotion de l'égalité femmes-hommes et des droits des femmes.

**GENDER
BUDGETING**

Les étapes qu'une analyse budgétaire de genre réussie devrait inclure sont les suivantes :

Etape 1 Identifier les inégalités, les problèmes et les lacunes entre les femmes et les hommes

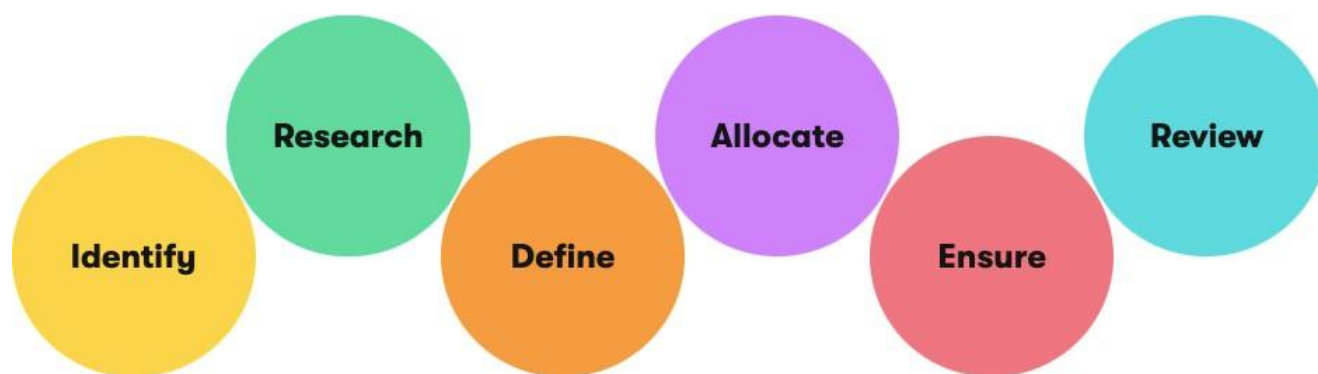
Etape 2 Analyse genrée des politiques, programmes, projets de réforme, actions et budgets du gouvernement.

Etape 3 "Choisissez la bonne action" : Définir les actions permettant d'atteindre les objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes

Etape 4 Allouer des ressources adéquates pour les actions/réformes afin d'atteindre les objectifs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et veiller à ce qu'il y ait suffisamment de financements pour la mise en œuvre.

Etape 5 Assurer une mise en œuvre de la politique et du budget sensibles au genre

Etape 6 Examen et amélioration continus : suivi et évaluation



Identifier, analyser, définir, allouer, assurer, suivre

Chacune de ces étapes comporte plusieurs actions différentes que les institutions concernées devraient entreprendre. Comme il s'agit d'un processus complet, il est important que la société civile connaisse ces différentes étapes et processus plus en détail, afin de pouvoir mieux cibler ses actions de plaidoyer ou de comprendre quelles parties du processus bénéficieraient le plus de son expertise et de sa participation.

Ci-dessous, nous décrivons ces étapes en profondeur et conseillons vos organisations sur la meilleure façon de procéder.

Etape 1 : Identifier les inégalités, les problèmes et les lacunes entre les femmes et les hommes

La première étape d'une ABG consiste à effectuer une **analyse obligatoire de la situation actuelle en matière d'(in)égalité entre les femmes et les hommes**. Cette analyse doit être effectuée en utilisant une approche intersectionnelle afin d'identifier au mieux les inégalités qui subsistent et qui doivent être traitées. Bien qu'il soit important que ce type d'analyse soit effectuée régulièrement, et dans divers domaines, afin que la situation de l'égalité femmes-hommes dans un pays et/ou une région soit pleinement comprise, pour l'ABG, cette étape fait référence à l'identification des inégalités femmes-hommes dans le domaine très particulier sur lequel porte un poste budgétaire, un programme ou un domaine politique spécifique. Par exemple, la situation des femmes dans le travail rémunéré et non rémunéré lorsqu'il s'agit de programmes relatifs au marché du travail, les questions de genre dans la mobilité et l'utilisation des différents moyens de transport lorsque le programme de transport public est analysé.

Les institutions concernées devraient avoir l'obligation de rassembler autant d'informations que possible sur la situation actuelle et d'analyser les aspects genrés dans ces données. Ces données doivent être ventilées par sexe afin de s'assurer que l'image la plus précise de la situation actuelle est exposée ; sans cette étape, des mesures adéquates de budgétisation sensible au genre ne peuvent être adoptées.

Pour les institutions concernées qui effectuent l'ABG, certaines des questions qui devraient être posées au cours de ce processus sont les suivantes :

Quelle est la situation actuelle des femmes et des hommes dans ce domaine ?

Combien de femmes et d'hommes sont directement affectés dans ce secteur ou seraient affectés par les politiques ou le programme (une réforme) dans ce domaine ?

Le processus de collecte des données doit être systématiquement mis en rapport avec les objectifs ou les ambitions en matière d'égalité entre les femmes et les hommes du secteur/domaine en question. Les institutions doivent donc définir **ces objectifs et comment les atteindre.**

La comparaison des données collectées et l'analyse de la situation actuelle doivent conduire à une réflexion sur la question de savoir si la situation actuelle est conforme ou non aux objectifs d'égalité femmes-hommes. Si elle ne l'est pas, quels sont les principaux obstacles ou éléments manquants qui l'empêchent et comment sont-ils apparus ? Enfin, cette analyse préliminaire devrait permettre d'identifier les obstacles restants et de

déterminer si la situation actuelle affecte également d'autres domaines.



Grâce à cette analyse, il convient d'élaborer des **indicateurs permettant de mesurer l'égalité femmes-hommes**, tant directement qu'indirectement. Les causes des problèmes qui maintiennent le statu quo en matière d'inégalité entre les femmes et les hommes doivent être identifiées de manière concrète et toute proposition d'étape suivante doit s'appuyer systématiquement sur les résultats de cette première analyse.

Dans de nombreux cas, cette première étape peut être réalisée en examinant les rapports et les informations existants sur les inégalités entre les femmes et les hommes. Souvent, il existe déjà une bonne connaissance des problèmes, différents acteurs et actrices, par exemple les groupes de femmes de la société civile ou les fonctionnaires travaillant dans la région, ont également une bonne connaissance des écarts. **Il est important de puiser dans toutes les sources d'information pour obtenir une image complète de la situation.** Les informations recueillies doivent être utilisées pour apporter des renseignements en vue de tous les budgets et travaux politiques ultérieurs.



Alerte plaidoyer

En tant que membre de la société civile, vous pouvez contribuer à ce processus de la manière suivante :

- Élaborer vos propres idées sur les inégalités entre les femmes et les hommes et les lacunes dans le domaine
- Comparer votre analyse avec celle du gouvernement, voir ce qui pourrait manquer dans l'analyse officielle du problème
- Définir les principaux problèmes et les inégalités entre les femmes et les hommes qui devraient être abordés par les responsables du gouvernement

Formuler des objectifs à atteindre en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, afin de vérifier si les politiques, les programmes et les budgets gouvernementaux y répondent de manière adéquate

Etape 2 : Analyse genrée des politiques, programmes, projets de réforme, actions et budgets du gouvernement

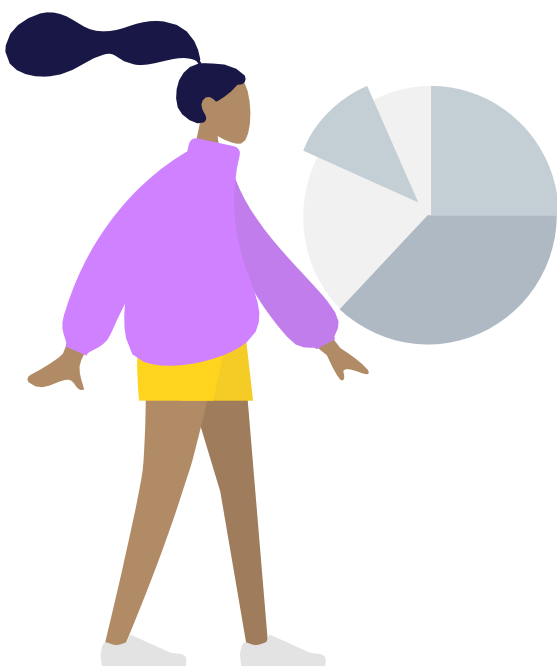
Cette étape est centrale dans toute analyse de budgétisation sensible au genre.

Il existe différentes méthodes pour réaliser une analyse de genre des actions et des budgets gouvernementaux. On utilise souvent les termes d'analyse budgétaire de genre "ex ante" ou "ex post" ou d'analyse d'impact sur le genre. Il est important de ne pas confondre ces termes techniques ou juridiques. "Ex post" fait référence à une analyse des effets des politiques et des budgets après leur mise en œuvre, par exemple lorsque des données sur la mise en œuvre des services et leurs bénéficiaires sont disponibles. "Ex ante" fait référence à une estimation des effets et des impacts des politiques prévues et du futur budget.

L'analyse "ex post" est généralement plus facile à réaliser, car il y a plus de données disponibles et les politiques ont déjà été mises en œuvre. Cependant, un processus d'analyse "ex ante" peut également s'appuyer sur l'utilisation de données et de modèles passés pour tenter de simuler les comportements et les effets futurs. Si les programmes budgétaires restent les mêmes au fil du temps, il n'y aura pas beaucoup de différence dans les analyses, mais cela devient encore plus utile s'il y a de grands projets de réforme.

Les analyses utilisant une perspective de genre comprennent la conduite d'une analyse des activités publiques, par exemple les services, les investissements ou l'argent versé aux individus (par exemple les transferts sociaux) ou aux institutions (par exemple les subventions aux entreprises) au sein du secteur ou du programme budgétaire.

En tant que membre de la société civile, l'objectif n'est pas de vous perdre dans les détails des techniques d'analyse, mais plutôt de comprendre ce qui doit être fait en général et comment les résultats doivent être présentés afin de mieux comprendre à quels moments vous devez être proactives (par exemple vous manifester parce qu'il y a une analyse manquante ou de qualité inférieure), ou comment utiliser l'analyse genrée existante pour défendre vos propres objectifs.



Les questions clés à poser dans ce type d'analyse sont les suivantes :

- Combien de femmes et d'hommes (en utilisant un angle d'analyse intersectionnelle) sont affectés par les politiques, programmes, projets de réforme, actions ?
- Comment se présente l'accessibilité des services et des infrastructures publiques pour différents groupes de femmes et d'hommes ? Existe-t-il des obstacles liés au genre pour accéder aux services ou aux infrastructures ?
- Quels sont les impacts sur différents groupes de femmes et d'hommes en matière d'emploi, de revenus, de mobilité, de santé, de vie sans violence, ... ?
- Comment des services ou des investissements spécifiques ont-ils un impact sur la charge temporelle des femmes liée au travail non rémunéré, en particulier le travail de soins aux autres non rémunéré ?
- Les activités abordent-elles les écarts et les inégalités entre les femmes et hommes identifiés à l'étape 1 de l'ABG ?
- Y a-t-il un impact visible en termes de réduction des inégalités et des écarts et de réponse aux besoins spécifiques des femmes ? Le budget qui a été alloué aux programmes et actions spécifiques est-il suffisant ?
- Quel est le budget exact dépensé dans les programmes et actions spécifiques ?
- Comment les (différents groupes de) femmes et les hommes bénéficient-ils des allocations budgétaires ?

Alerte plaidoyer

Les femmes de la société civile jouent différents rôles dans le contexte de cette analyse (voir également les conseils après l'étape 3) :

- Vérifier la qualité de l'analyse coûts-bénéfices effectuée par le gouvernement et, si elle est rendue publique dans les documents budgétaires, pouvoir identifier les lacunes et les insuffisances de l'ABG.
- Rassembler les principales demandes d'amélioration (par exemple, plaider en faveur d'une déclaration budgétaire sur l'égalité femmes-hommes, demander une meilleure analyse et de meilleures données, ou suggérer que des organismes de recherche indépendants soient impliqués)

En fonction des sujets, soit attirer l'attention du public sur les revendications, soit se concentrer sur la prise de contact avec les responsables du gouvernement lors

de réunions de plaidoyer en face à face.

Etape 3 : Choisir la bonne action

Définir des actions pour atteindre les objectifs d'égalité femmes-hommes

Sur la base des résultats de l'analyse, le gouvernement doit définir comment il va améliorer la situation et travailler pour réduire les écarts, les inégalités entre les femmes et les hommes, répondre aux besoins des femmes et atteindre les objectifs d'égalité femmes-hommes. Il s'agit d'évaluer quelles actions ou prochaines étapes sont nécessaires pour changer la situation.

Voici quelques questions générales qui peuvent être utilisées lors de la conception de ce type d'évaluation :

- Quels sont les objectifs en matière d'égalité femmes-hommes ?
- Les efforts ou actions actuels sont-ils les méthodes les plus efficaces pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes ?
- Quelles actions sont nécessaires en plus des efforts existants afin d'atteindre les objectifs d'égalité femmes-hommes ?
- Quelles actions doivent être modifiées et quels programmes budgétaires supplémentaires sont-ils nécessaires ?

Alerte plaidoyer

La société civile joue un rôle très important pour garantir l'égalité femmes-hommes dans la mise en œuvre des politiques, des actions et du budget du gouvernement. Cependant, étant donné le large éventail de politiques, il est important de choisir votre centre d'intérêt et de suivre de près toutes les étapes. En tant qu'organisation ou défenseure, vous pouvez utiliser les conseils suivants pour développer votre évaluation et planifier vos actions de plaidoyer :

- Le budget aborde-t-il ces inégalités et ces priorités de manière adéquate ? Si non, définir ce qui est nécessaire en termes de budgets et d'actions (services, investissements, transferts).
- Construire un plan d'actions de plaidoyer autour de ces questions liées au budget.
 - Mettre en évidence les principaux problèmes et les inégalités entre les femmes et les hommes que vous avez identifiés et indiquer comment ils pourraient/devraient être traités dans le budget.
 - Identifier où réduire les dépenses afin de mobiliser des ressources pour vos priorités (par exemple, l'armée, le budget des relations publiques du gouvernement, les subventions aux grandes entreprises, les allègements fiscaux pour les entreprises ou les particuliers aisés, etc.)

Tout est dans le timing ! Pensez à vous engager le plus possible pendant les délibérations budgétaires au Parlement afin de promouvoir au mieux ces questions auprès du public (par exemple médias, réseaux sociaux, actions dans l'espace public).

Comme toujours, il faut être concret pour être efficace : même s'il y a beaucoup de

lacunes, il est fortement conseillé de se concentrer sur les objectifs clés de l'égalité femmes-hommes qui sont les plus prioritaires pour vous.

Etape 4 : Allouer des ressources adéquates pour les actions/réformes afin d'atteindre les objectifs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et veiller à ce qu'il y ait suffisamment de fonds pour la mise en œuvre

L'étape 4 est étroitement liée à l'étape précédente consistant à "choisir les bonnes actions". Cependant, il ne suffit pas de définir les actions que le gouvernement ou l'institution financière devrait réaliser pour atteindre les objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes. **Le problème réside souvent dans un financement insuffisant.** Il est donc tout aussi important que le gouvernement analyse le montant nécessaire pour atteindre les objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes définis avec les différentes actions identifiées.

La méthode utilisée pour définir le montant des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des actions requises pour atteindre les objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes que vous avez identifiés est appelée "calcul des coûts". Il s'agit essentiellement de définir le budget nécessaire pour mettre en œuvre efficacement les politiques et les actions.

La question clé, basée sur les lacunes, le calcul des coûts et les objectifs d'égalité femmes-hommes, est la suivante :

- Le budget est-il suffisant ? Si ce n'est pas le cas, vous pouvez (ou demandez au gouvernement de) définir le budget nécessaire pour des actions spécifiques à court et à long terme.



**GENDER
BUDGETING**

Etape 5 : Assurer une mise en œuvre de la politique et du budget sensibles au genre

Si les étapes décrites jusqu'à présent portent sur ce qui doit être fait dans le cadre du processus de préparation du budget (**rappel** : c'est le moment où le gouvernement prépare le prochain budget qui sera présenté au Parlement pour délibération et adoption), **cela ne suffit pas à assurer une budgétisation sensible au genre**. Il est tout aussi important de se concentrer sur la mise en œuvre des budgets et des politiques tout au long de l'année budgétaire.

Cela peut impliquer 2 aspects :

- Veiller à ce que la mise en œuvre des actions et des réformes définies dans le budget (et tout document politique connexe) soit réellement sensible au genre, qu'elle réponde aux objectifs d'égalité femmes-hommes et qu'elle comble activement les écarts entre les femmes et les hommes.
- S'assurer que le budget est exécuté comme prévu dans le document budgétaire (par exemple, s'assurer que le budget complet est dépensé comme prévu sur les questions prioritaires pour l'égalité femmes-hommes).

Pendant la phase de mise en œuvre, il est important de **se concentrer clairement sur les impacts qu'auront les actions et les budgets associés sur l'égalité entre les femmes et les hommes**. L'accent doit être mis sur la façon dont la mise en œuvre sera concrètement conçue de manière à atteindre tous les groupes ciblés et à réaliser les objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes ; toutes les personnes responsables de la mise en œuvre des activités budgétaires doivent inclure les perspectives d'égalité entre les femmes et les hommes dans leur travail.



Alerte plaidoyer

La société civile joue un rôle très important en veillant à ce que l'égalité femmes-hommes soit préservée par le biais de la politique gouvernementale, des actions et de la mise en œuvre du budget, mais étant donné le large éventail de politiques, il est important de choisir sur quoi se concentrer et de suivre de près toutes les étapes.

Vous pouvez vous assurer que la mise en œuvre d'actions et de réformes sensibles au genre est clairement définie dans le budget et les documents politiques connexes, et utiliser l'ABG comme mécanisme de responsabilisation.

Etape 6 : Suivi, évaluation et audit sensibles au genre.

Assurer une révision et des améliorations continues

La dernière étape du cycle complet du processus budgétaire est le suivi, l'évaluation et l'audit, une fois l'année budgétaire terminée. **Cette dernière étape est cruciale pour assurer le suivi des résultats et de l'impact de la mise en œuvre du budget et des politiques.** Il existe différents niveaux d'actions à ce stade, menées en interne par les ministères et agences eux-mêmes et en externe, généralement par des institutions d'audit indépendantes. Il est important de veiller à ce que les processus et les méthodes d'audit, de suivi et d'évaluation, tant internes qu'externes, soient vraiment axés sur l'égalité femmes-hommes.

Cela comprend essentiellement :

- ♦ Analyser les résultats en matière d'égalité femmes-hommes et l'impact de la mise en œuvre sur l'égalité femmes-hommes

Questionner : les objectifs d'égalité femmes-

- ♦ hommes ont-ils été atteints ? Les actions nous ont-elles rapproché des objectifs d'égalité femmes-hommes en termes de réduction des inégalités, de réduction des écarts et de réponse aux besoins prioritaires des femmes ?
- ♦ Si la réforme n'a pas eu les effets escomptés ou a eu des effets secondaires négatifs, il faut les analyser et déterminer pourquoi ils se sont produits.

En s'appuyant sur les résultats du suivi, de l'évaluation et de l'audit sensibles au genre, **des recommandations devraient être élaborées** sur la manière d'améliorer les actions du gouvernement, les allocations budgétaires et la mise en œuvre afin de mieux atteindre les objectifs d'égalité femmes-hommes.

Ces recommandations seront utilisées comme apport dans le nouveau cycle de planification et de budgétisation. En d'autres termes, le processus peut recommencer depuis le début, ce qui signifie que l'étape suivante est une analyse de la manière dont la situation en matière d'égalité femmes-hommes a changé (ou non) suite aux actions du gouvernement (voir étape 1).

Alerte plaidoyer

La société civile peut mettre en place des actions de suivi externe sur la base de ses priorités en matière d'égalité femmes-hommes :

Il peut s'agir, par exemple, de surveiller les dépenses et les actions du gouvernement dans un domaine spécifique et de rédiger un bref rapport de suivi sur la manière dont les objectifs d'égalité femmes-hommes ont été atteints ou non.

Vous pouvez également consulter les rapports des gouvernements pour savoir dans quelle mesure ils sont sensibles aux questions d'égalité femmes-hommes.

Les résultats de vos actions de suivi peuvent être utilisés pour construire un dossier de plaidoyer pour le prochain cycle budgétaire, par exemple en préparant vos interventions

autour de la période de préparation du budget et des délibérations du futur budget au Parlement.

Plaider pour le changement : Expériences des femmes dans la société civile

La priorité absolue devrait être l'approbation et l'application de la budgétisation sensible au genre par les décideurs et décideuses politiques, car il s'agit d'un principe descendant - si le niveau politique ne s'y engage pas, vous ne pourrez pas commencer, car vous n'aurez pas la volonté politique nécessaire.

Michaela Schatz, chef de la section "budgétisation sensible au genre" au sein du département des affaires financières de la ville de Vienne.

Faire du plaidoyer pour la mise en œuvre de l'intégration de la dimension de genre dans les budgets locaux, régionaux et nationaux nécessite des stratégies variées. Cela s'explique par les différentes structures au sein des pays et entre eux et leurs organismes financiers, par les différences entre les structures financières et/ou politiques au sein des États membres ou par le statut actuel/proposé de la budgétisation sensible au genre dans votre région. Les organisations de femmes doivent donc adopter différentes stratégies et campagnes de plaidoyer pour faire progresser la budgétisation sensible au genre dans leur région.

Dans ce kit, des organisations de femmes de la société civile en Écosse, au Portugal et en Suède partagent leurs expériences et leurs conseils sur la manière dont elles ont plaidé et continuent de plaider pour l'intégration d'une dimension égalité femmes-hommes dans le processus budgétaire.



Scottish Women's Budget Group



Engender est l'organisation féministe d'Écosse. Notre vision est celle d'une Écosse où les femmes et les hommes ont des chances égales dans la vie, un accès égal aux ressources et au pouvoir, et sont en sécurité et à l'abri du danger de manière égale. Nous sommes une organisation de membres travaillant sur un programme anti-sexiste en Écosse et en Europe afin d'accroître le pouvoir et l'influence des femmes et de rendre visible l'impact du sexisme sur les femmes, les hommes et la société.

Depuis la décentralisation en 1999, l'Écosse a fait quelques progrès vers une budgétisation sensible au genre, principalement sous la forme de l'Equality and Budget Advisory Group et de l'Equality Budget Statement (EBS), qui est maintenant l'Equality and Fairer Scotland Statement.

Publié parallèlement au projet de budget, l'EBFS évalue les plans de dépenses proposés par les portefeuilles ministériels en fonction de leur impact sur l'égalité et les inégalités socio-économiques. Il s'agit actuellement du seul processus de ce type au Royaume-Uni.

Cependant, à l'heure actuelle, l'EBFS est une liste de dépenses tenant compte du genre et de l'égalité, décrivant des décisions de dépenses qui ont déjà été prises. Il a un impact limité sur le processus budgétaire lui-même.

L'EBFS a besoin d'un objectif plus clair et d'un meilleur calendrier pour façonner de manière substantielle le développement du projet de budget écossais, et pour être utilisé plus efficacement par les membres du Parlement écossais et les commissions parlementaires.

Le Scottish Women's Budget Group a été fondé presque en même temps que le Parlement écossais, au cours de la période 1999-2000. Appelé à l'origine "Engender Women's Budget Group", du nom de l'organisation féministe de plaidoyer dont il est issu, il a réuni des militantes, des universitaires et des praticiennes qui défendaient activement la cause des femmes.

Le Scottish Women's Budget Group a profité de la mise en place de nouvelles institutions et de nouveaux processus après la décentralisation, ainsi que **d'une situation avec des entités politiques très connectées**, pour plaider en faveur de l'analyse budgétaire selon le genre.

Comme Angela O'Hagan l'a exposé dans son ouvrage décisif sur l'analyse budgétaire selon le genre en Écosse, le groupe s'est lancé dans une campagne intense de plaidoyer pour informer et persuader les parlementaires, les fonctionnaires du gouvernement écossais et les ministres des finances.

"La budgétisation sensible au genre consiste à s'assurer que l'argent public est dépensé pour l'ensemble de la population, et pas seulement pour quelques personnes, et qu'il promet activement l'égalité". -Jill Wood, Engender

En organisant des séminaires sur les approches de budgétisation sensible au genre avec des hauts fonctionnaires du gouvernement travaillant dans le domaine des finances, en faisant pression pour obtenir des études pilotes de budgétisation sensible au genre dans des domaines politiques spécifiques et en déployant habilement des défenseuses de la budgétisation sensible au genre pour conseiller les commissions parlementaires chargées de l'examen du budget, le groupe a plaidé en faveur de l'analyse sexospécifique dans les processus budgétaires.

Les projets pilotes comprenaient l'analyse des dépenses consacrées aux programmes de sevrage tabagique et sportifs. Le Scottish Women's Budget Group a obtenu un objectif de campagne important lorsque le gouvernement écossais a publié la déclaration d'égalité sur le projet de budget 2010-2011 en 2009.

Depuis 2009, le Scottish Women's Budget Group a plaidé pour le développement du processus de déclaration des budgets égalité dans l'analyse budgétaire de genre.

Le groupe consultatif sur les budgets égalité, qui a été créé sous forme de prototype en 2000, a également contribué à ce travail. Le Scottish Women's Budget Group a toujours été membre de ce groupe, mais l'experte en budgétisation sensible au genre Angela O'Hagan en est désormais la présidente indépendante.

-

Les quatre meilleurs conseils :

- Utiliser les capacités d'organisation et le plaidoyer pour démystifier le budget en faveur des femmes et des organisations de femmes.

- Il est essentiel de renforcer les compétences en matière d'égalité femmes-hommes des fonctionnaires et des parlementaires concernés : sans cela, il n'est pas possible d'effectuer une analyse budgétaire adéquate selon le genre.

Les processus financiers et budgétaires sont politiques, obscurs et opaques. Les relations stratégiques avec différents types de personnes initiées au processus



Cela reflète l'approche adoptée depuis longtemps par le Scottish Women's Budget Group, qui consiste à exercer une pression à l'extérieur du gouvernement écossais tout en maximisant l'étendue des actions au sein du gouvernement.

Il a été difficile d'argumenter en faveur d'une transition d'une déclaration budgétaire sur l'égalité, tant louée mais imparfaite, vers une analyse budgétaire intersectionnelle du genre. Il a été difficile de plaider en faveur d'un processus axé sur les femmes et le genre dans un contexte politique plus large qui met l'accent sur une approche plus vaste et plus floue d'"intégration de l'égalité" qui inclut également les inégalités socio-économiques.

sont vitales.

Vous êtes là pour longtemps. Constituez vos coalitions et vos organisations de défense pour supporter la lenteur lassante de la réforme budgétaire.



La Plate-forme portugaise pour les droits des femmes (PpDM), en tant que coordination d'organisations, contribue à l'autonomisation, à l'articulation et à la mobilisation des ONG portugaises de défense des droits des femmes et au renforcement de ses relations de réseau et de coopération avec les ONG européennes, méditerranéennes et internationales travaillant dans ce domaine, afin de renforcer et de soutenir le rôle social important de ces ONG en tant qu'actrices du processus de mise en œuvre de l'égalité entre les femmes et les hommes.

En 2015, la Plateforme portugaise pour les droits des femmes a soumis son rapport alternatif CEDAW, attirant l'attention sur la crise financière qui a frappé le Portugal et qui, couplée aux politiques d'austérité en place depuis 2011, a créé une crise économique et sociale portant atteinte aux droits humains économiques et sociaux des femmes, perpétuant et exacerbant les inégalités femmes-hommes existantes, et en créant de nouvelles. La même année, nous avons envoyé 3 déléguées au CEDAW et l'une des principales recommandations des ONG de femmes était d'intégrer la budgétisation sensible au genre dans le Budget national.

En conséquence, le Comité CEDAW a rappelé à l'État partie que, même en période de restrictions budgétaires et de crise économique, des efforts particuliers doivent être déployés pour respecter les droits fondamentaux des femmes, maintenir et développer l'investissement social et la protection sociale et utiliser une approche sensible au genre, en donnant la priorité aux femmes en situation de vulnérabilité.

Les observations finales ont été traduites par la Plateforme portugaise pour les droits des femmes et une audition a eu lieu au Parlement. Ces observations ont également été envoyées au gouvernement portugais nouvellement élu. En outre, nous avons travaillé avec les médias pour sensibiliser le public au sous-financement désastreux des organisations de femmes au Portugal et de notre coordination, la Plateforme portugaise pour les droits des femmes. A la suite de cela, la Plateforme portugaise pour les droits des femmes a reçu, pour la première fois de son histoire, une subvention de l'État, **financée par le jeu social**.

Il a également été demandé à la Plateforme portugaise pour les droits des femmes de fournir une assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pilote sur la budgétisation sensible au genre dans le budget de l'État.

Dans ce contexte, la budgétisation sensible au genre a été introduite pour la première fois dans la loi budgétaire de 2018 qui stipulait que les départements gouvernementaux devaient préparer un rapport analysant l'impact genré de leurs politiques sectorielles afin d'ouvrir la voie à la budgétisation sensible au genre dans le budget de l'État.

Cela était conforme aux indicateurs politiques inscrits dans la stratégie nationale pour l'égalité et la non-discrimination 2018-2030 récemment adoptée, plan d'action sur l'égalité entre les femmes et les hommes, pour lequel la Plateforme portugaise pour les droits des femmes a été consultée et a apporté sa contribution.

Ce processus a été dirigé politiquement par le

secrétaire d'État à la citoyenneté et à l'égalité et le secrétaire d'État aux finances, en étroite collaboration avec la Plateforme portugaise pour les droits des femmes, la commission pour la citoyenneté et l'égalité femmes-hommes et la direction générale du budget.

Le projet pilote a impliqué sept ministères : Présidence et modernisation administrative ; Finances ; Administration interne ; Justice ; Éducation ; Travail, solidarité et sécurité sociale ; Santé ; chacun d'entre eux ayant sélectionné un ensemble limité de mesures ou d'actions politiques à soumettre à une évaluation de l'impact sur le genre. Un atelier international a été organisé dans le but de favoriser l'apprentissage à partir des expériences des autres pays.

**GENDER
BUDGETING**

Un guide méthodologique comprenant un outil de budgétisation sensible au genre a été élaboré par la Plateforme portugaise pour les droits des femmes dans le cadre d'un processus participatif avec les agentes et agents de l'administration publique (et dans certains cas les conseillers et conseillères du cabinet) nommés par les ministères. La Plateforme portugaise pour les droits des femmes a conçu et dispensé un module de formation de 21 heures à 23 fonctionnaires. Et, ensuite, à l'INA - Direction générale pour la qualification des travailleurs dans les fonctions publiques.

Le projet pilote s'est terminé par un rapport global en 5 chapitres :

- ♦ Réalisations - les initiatives juridiques, institutionnelles et procédurales
- ♦ entreprises, Réalité - analyse actualisée de la situation des femmes et des hommes dans les domaines politiques couverts par le projet pilote,
- ♦ Représentation - participation des femmes et des hommes aux postes de décision,
- ♦ Ressources et résultats - mesures politiques analysées dans le projet pilote, en relation avec l'égalité entre les femmes et les hommes, y compris les objectifs et les montants budgétés,
- ♦ Recommandations - mesures et procédures requises pour assurer un développement progressif, durable et cohérent de la budgétisation sensible au genre au Portugal.

Les trois principaux enseignements tirés :

Le processus d'examen de la CEDAW est un moment important pour le plaidoyer.

Il est important d'identifier des personnes alliées et de sensibiliser et d'informer le gouvernement, le parlement, les universités et l'administration publique.

La budgétisation sensible au genre est particulièrement exigeante car elle nécessite l'action coordonnée de deux domaines de la politique publique - les finances publiques et l'égalité femmes-hommes : les ONG de défense des droits des femmes sont des partenaires clés pour assurer la continuité du processus, par le biais d'une assistance technique, d'une communication et d'un plaidoyer continu, notamment lors de la préparation et des négociations du budget de l'État.

Que conseillez-vous aux autres organisations de femmes ?

Utiliser les normes et standards des droits humains des femmes des Nations Unies, de l'UE et des pays pour faire pression. Créer des connaissances sur l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire en se basant sur les expériences des femmes et disposer

Le projet pilote devait servir de base à une mise en œuvre progressive de la budgétisation sensible au genre.

Depuis 2019, les lois budgétaires de l'État indiquent que les budgets des services et agences publics doivent intégrer la perspective de genre, en identifiant les programmes, actions ou mesures à soumettre à une analyse genrée d'impact, mais aucune avancée significative n'a été réalisée.

La Plateforme portugaise pour les droits des femmes a travaillé avec les médias pour les sensibiliser, ainsi qu'avec le Parlement, et a produit au fil du temps un certain nombre de propositions. La Plateforme portugaise pour les droits des femmes, en sa qualité de conseillère au Conseil économique et social, a également participé chaque année à la préparation d'avis sur le budget de l'État.

En conséquence, la proposition de budget de l'État pour 2021 identifie, pour la première fois, 8 objectifs, 25 indicateurs et 19 mesures / actions concrètes dans le cadre des défis stratégiques auxquels le budget de l'État aspire à répondre, liés au changement climatique, au défi démographique, à la construction d'une société numérique et à la réduction des inégalités.

d'outils d'information accessibles sur l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire, en sensibilisant le grand public à cette question.

Intégrer des organes de consultation / d'influence, où vous avez accès à l'information et une possibilité de vous faire entendre dans la formulation des avis.



SWEDISH WOMEN'S LOBBY

Le Lobby suédois des Femmes a été fondé en 1997 et n'a cessé depuis de promouvoir l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire. Nous basons notre travail de défense de l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire sur les engagements pris par la Suède et d'autres pays dans la Déclaration d'action de Pékin et le Traité d'Amsterdam. Leur objectif est d'intégrer les perspectives des femmes dans tous les processus politiques, économiques et sociaux, tant au niveau local qu'international.

En 2005, après la pression exercée par les politiciennes et politiciens féministes et le mouvement des femmes, le parlement suédois a adopté un projet de loi progressiste sur l'égalité femmes-hommes qui comprenait des engagements forts en faveur de l'intégration de la dimension de genre et de la budgétisation sensible au genre. À partir de ce moment, le Lobby Suédois des Femmes s'est efforcé de suivre la mise en œuvre et les résultats de la budgétisation sensible au genre.

Chaque année, nous effectuons un examen du projet de loi sur le budget de l'État sous l'angle de l'égalité femmes-hommes. Les examens ont des thèmes différents chaque année, par exemple nous avons étudié les mesures d'austérité, les déductions d'impôts sur le revenu et les investissements dans les soins liés à la naissance et à la grossesse. Indépendamment du thème, nous revenons toujours à trois questions : 1. L'égalité femmes-hommes est-elle intégrée dans l'ensemble du budget ? 2. Les investissements proposés profiteront-ils de manière égale aux femmes et aux hommes ? 3. Le budget, dans son ensemble, conduira-t-il à une plus grande égalité entre les femmes et les hommes ?

égale suggèrent que le budget est intégré du point de vue du genre et vice versa. Ensuite, nous analysons quand, où et comment les femmes et l'égalité femmes-hommes sont abordées dans le budget. Nous voulons savoir si les différences dans la distribution et les résultats des investissements sont montrées, correctement analysées et contrebalancées par des actions suffisantes.

Nous utilisons différentes méthodes dans nos examens, mais nous commençons généralement par rechercher des mots clés comme femme, fille et égalité femmes-hommes dans le budget. Le nombre et la distribution des occurrences seront une indication du niveau d'intégration, de nombreuses occurrences réparties de manière

Les résultats de nos examens sont résumés dans de brefs commentaires en ligne ou, lorsque nous disposons de suffisamment de ressources, dans des rapports écrits. Si nous avons réussi à rédiger un rapport écrit, nous organisons un événement auquel nous invitons le Ministre des finances à commenter nos conclusions. Nous essayons également d'obtenir une couverture médiatique aussi large que possible. La plupart du temps, nous sommes invitées à commenter le projet de loi budgétaire à la télévision nationale.

Le secret pour obtenir une couverture médiatique, du moins pour nous, a été de suivre le cycle habituel des informations. Dans les jours qui précèdent la publication du budget de l'État, tous

les médias traitent des questions économiques et budgétaires. C'est donc le moment idéal pour les contacter et leur demander s'ils souhaitent en savoir plus sur les propositions de politique économique du mouvement des femmes.

Lobby Suédois
des Femmes,
Examen du
Budget de l'Etat
2018

**GENDER
BUDGETING**



Au fil des ans, le gouvernement a amélioré son travail sur la budgétisation sensible au genre. Au Lobby Suédois des Femmes, nous sommes certaines que nos examens annuels du budget et toutes les actions de communication qui les entourent ont joué un rôle dans ces progrès.

Plusieurs fois, nous avons également constaté que des demandes spécifiques issues de nos examens ont été satisfaites dans le projet de loi budgétaire de l'année suivante ou de l'année d'après. Par exemple, dans notre examen du budget 2017, nous avons conclu que les mesures en faveur de l'emploi étaient inégalement réparties entre les femmes et les hommes immigrés et avons demandé que des efforts particuliers soient ciblés sur les femmes immigrées peu éduquées. Et voilà que dans le budget 2018, le gouvernement a mis de côté de l'argent pour l'éducation et la formation exclusivement pour les femmes immigrées, ce qui n'avait jamais été fait auparavant.

Au cours des deux dernières années, le Lobby Suédois des Femmes a étendu ses travaux sur l'intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire aux niveaux régional et local. Sur la base de l'expérience acquise lors des examens nationaux du projet de loi sur le budget de l'État, nous avons mis sur pied un programme de formation pour les politiciennes et politiciens et les responsables économiques locaux.

Nous ciblons les régions et les municipalités qui ont signé la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale et leur proposons un cours d'une journée **pour un tarif horaire**.

Une fois par an, nous organisons également une conférence nationale pour diffuser les connaissances, les outils et l'inspiration en matière d'intégration de la dimension de genre. Le programme comprend toujours plusieurs conférences, séminaires et ateliers sur la budgétisation sensible au genre. L'année prochaine, nous organiserons, entre autres, une table ronde sur le prochain audit sur l'égalité femmes-hommes du cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020 de l'UE. La conférence rassemble plus de 1000 personnes, principalement des politiciennes et politiciens, des gestionnaires et des expertes et experts de tous les secteurs et niveaux du secteur public, et elle est financée par les billets et les frais d'exposition.

Que conseillons-nous aux autres organisations de femmes ?

- ♦ Essayez de vous concentrer sur les grandes questions. Si nous voulons changer le système économique actuel, nous devons prendre part au débat économique général et, pour y parvenir, nous devons nous concentrer sur les grands sujets tels que l'emploi, la fiscalité et l'éducation.

Votre gouvernement est obligé de mettre en œuvre la budgétisation sensible au genre. Utilisez les engagements en matière de budgétisation sensible au genre pris dans la plateforme d'action de Pékin et le traité d'Amsterdam ou, au niveau local, dans la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale.

Le budget peut être un excellent outil de responsabilisation. Étudiez le budget pour savoir si les promesses d'égalité femmes-hommes sont concrétisées ou oubliées et utilisez les informations que vous trouvez pour demander des comptes au gouvernement.

Faites la différence entre les questions majoritaires et minoritaires. L'égalité femmes-hommes et les droits des femmes sont une perspective majoritaire qui bénéficie d'une approche d'intégration dans l'ensemble du budget. Attention, d'autres perspectives

peuvent être mieux traitées par des mesures ciblées, comme l'affectation d'une somme d'argent spécifique à un groupe de femmes ou de filles.

Outils de plaidoyer

Après les concepts essentiels tels que l'analyse de la budgétisation sensible au genre et les leçons apprises partagées par des organisations d'expertes, voici maintenant les ressources qui ont été développées pour soutenir concrètement vos actions de plaidoyer.

Qu'il s'agisse d'un engagement direct auprès des institutions financières gouvernementales ou de vos actions de sensibilisation, ces outils visent à soutenir vos organisations dans leurs activités de promotion de la budgétisation sensible au genre comme outil de progrès de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce kit d'outils comprend :



Questions fréquemment posées (FAQ)

L'objectif de ces FAQ est de vous fournir des réponses synthétiques et prêtes à l'emploi à certaines des questions les plus courantes concernant la budgétisation sensible au genre que nous avons abordées dans ce kit. Utilisez cet outil pour vous aider à préparer votre plaidoyer auprès des principales parties prenantes et des instances de décision.



Messages Clés

Accompagnez vos actions stratégiques de plaidoyer d'une campagne de sensibilisation dynamique. Utilisez ces messages clés pour souligner l'importance de la budgétisation sensible au genre dans la lutte contre la pauvreté, pour la transparence et la bonne gouvernance. Nous vous invitons à utiliser activement ces messages dans vos campagnes ; adaptez, traduisez et diffusez !



Lettre type de plaidoyer

Un exemple de lettre qui peut être envoyée à une institution financière gouvernementale ; il peut s'agir d'instances municipales, régionales ou nationales telles que les Ministres des finances ou les comités de conseil ou surveillance du budget financier des communes. Nous vous encourageons à utiliser cette lettre type comme modèle et à l'adapter à votre situation.



Demandes de la Société Civile

Pour soutenir l'une des actions décrites ci-dessus ou peut-être une campagne sur les réseaux sociaux, cette ressource rassemble une série de demandes clés que vous pouvez orienter vers les institutions financières ou les décideurs. N'oubliez pas de consulter la page "Démarrez votre campagne" du site web pour plus d'informations sur la manière d'utiliser ces appels de

manière efficace.

**GENDER
BUDGETING**

Questions fréquemment posées (FAQ)

Qu'est-ce que la budgétisation sensible au genre?

La budgétisation sensible au genre est une manière d'analyser et de structurer les budgets en tenant compte de l'impact du budget sur les différents besoins des femmes et des hommes, des filles et des garçons.

Il ne s'agit pas de budgets séparés pour les femmes, ni de budgets qui dépensent le même montant pour les femmes et les hommes, mais de budgets qui reconnaissent les différentes situations et les différents besoins des femmes et des hommes et qui visent à promouvoir l'égalité femmes-hommes. Au niveau de l'État, elle doit être appliquée dans les dépenses et les recettes. Pour les autres institutions, les organisations ou l'ensemble du secteur commercial et privé, il s'agit de trouver une approche similaire dans le cadre de leur politique financière afin d'atteindre l'objectif de promotion de l'égalité femmes-hommes.

Le but ultime est de promouvoir des budgets sensibles au genre, orientés vers la réalisation de l'objectif de progression des droits humains et des besoins des femmes, ce qui aboutira à une égalité de fait entre les femmes et les hommes.

Comment la budgétisation sensible au genre fait-elle progresser l'égalité entre les femmes et les hommes ?

L'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire garantit que les besoins, les demandes et les droits fondamentaux des femmes et des hommes sont pris en compte dans les processus budgétaires, et encourage la participation des femmes et des hommes aux processus budgétaires. **La budgétisation sensible au genre contribue à la réalisation des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes**, en identifiant les points d'entrée pour réduire les composantes institutionnelles et structurelles de la société qui continuent à favoriser la pauvreté des femmes. En tant que contribution à l'égalité d'accès à l'économie, l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire conduit à l'autonomisation économique des femmes, ce qui profite à l'ensemble de la société et favorise la croissance, l'emploi et la cohésion sociale, devenant ainsi une stratégie clé pour le progrès. Les investissements n'étant pas neutres du point de vue du genre, le fait de ne pas prendre en considération l'impact sexué des politiques et des investissements publics non seulement préserve l'inégalité entre les femmes et les hommes mais l'accroît.

Par conséquent, la budgétisation sensible au genre est requise par tous les organismes financiers afin de garantir leur conformité avec les cadres juridiques existants et leur engagement à réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pourquoi la budgétisation sensible au genre est-elle importante pour les processus budgétaires ?

Le lancement d'une initiative de budgétisation sensible au genre crée les meilleures conditions pour l'apprentissage, le partage des connaissances et des bonnes pratiques sur les politiques financières en général, mais particulièrement lorsqu'elles concernent les budgets publics, les budgets des fondations ou tout autre fonds. L'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire est un outil qui permet non seulement de vérifier si les engagements

politiques liés à l'égalité entre les femmes et les hommes sont reflétés par des allocations budgétaires adéquates, mais aussi d'évaluer "dans quelle mesure les interventions de politique publique sont clairement conçues comme des actions visant à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes ou non". Il est important pour le processus budgétaire car il facilite la distribution équitable et juste des budgets et des ressources, tout en permettant aux institutions gouvernementales et aux **CSO** de contribuer à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et d'intégrer la dimension de genre dans les politiques financières

Elle contribue à la transparence de la répartition du budget et de son impact sur les populations - un principe central de la bonne gouvernance.

**GENDER
BUDGETING**

Comment appliquez-vous la budgétisation sensible au genre ?

Le point de départ pour les gouvernements, mais aussi pour les ONG et/ou les chercheuses et chercheurs, est de réaliser une analyse budgétaire selon le genre (ABG), c'est-à-dire l'analyse de l'impact des budgets à partir d'une approche intersectionnelle (comment cela affecte les femmes d'origines ethniques, d'âges, de revenus, de statuts juridiques différents, etc.). Le processus d'ABG aide les parties prenantes à **comprendre l'influence des différences structurelles sur les inégalités entre les femmes et les hommes et à évaluer l'impact potentiel de la politique budgétaire**. L'analyse comprend l'évaluation des dépenses et des recettes, des politiques macroéconomiques et de l'efficacité de la prestation de services et des investissements.

Lorsqu'il s'agit de **mettre en œuvre la budgétisation sensible au genre, des changements dans les structures institutionnelles sont souvent nécessaires**. Les dispositions institutionnelles, telles que la mise en place de points focaux genre, le changement des processus et des cultures organisationnelles, et l'établissement de liens clairs entre les allocations budgétaires, les programmes existants, les objectifs nationaux et sectoriels d'égalité femmes-hommes, ainsi que le suivi et l'évaluation des réalisations, sont tous des éléments essentiels et continus du processus de budgétisation sensible au genre.

Qui sont les parties prenantes pertinentes lorsqu'il s'agit de réaliser l'égalité femmes-hommes par le biais de la budgétisation sensible au genre ?

La budgétisation sensible au genre peut être appliquée aux niveaux national, régional et local, au sein des institutions, ainsi qu'au niveau de programmes ou de secteurs. L'intégration de la perspective de genre à toutes les étapes des processus de budgétisation et de planification comprend la participation d'"**acteurs et actrices de l'égalité femmes-hommes engagés, informés et habilités à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement**", ce qui inclut les personnes représentant le gouvernement et les parties prenantes externes.

Au niveau national

Les budgets/programmes nationaux, locaux et régionaux sont interconnectés et interdépendants avec les politiques financières des instruments financiers internationaux ; par conséquent, tous les niveaux de gouvernement responsables des budgets et des allocations financières sont concernés par la mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre. Cela signifie que tous les budgets et la politique fiscale doivent être remodelés à cette fin. Il est important qu'il y ait des parties prenantes identifiables au sein du gouvernement central, ainsi que dans les gouvernements locaux où l'impact sur la vie des femmes et des hommes est plus direct.

Au niveau international

Au sein de l'Union européenne, la Commission européenne serait l'institution la plus pertinente dans laquelle s'engager. Les actions de la Commission visant à utiliser efficacement la budgétisation sensible au genre soutiendraient la mise en œuvre des traités de l'Union européenne, qui définissent des engagements juridiquement contraignants en faveur de l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques. L'application peut également s'appliquer à tous les programmes et cadres financiers (budget annuel, CFP, fonds de recouvrement) de l'UE, ainsi qu'à ceux de l'ONU, de l'OTAN, de l'OSCE, de l'OMM et de l'OMC, en tant que méthodologie d'analyse et d'évaluation permanente de leurs politiques financières et de leurs allocations de dépenses.

Les banques, par exemple, peuvent réaliser des audits en utilisant des indicateurs de budgétisation sensible au genre pour revoir leurs politiques, par exemple en analysant leurs fonds en réserve, leurs débloques et leurs flux pour déterminer si leurs investissements sont sensibles au genre. La communauté philanthropique peut également appliquer la budgétisation sensible au genre à ses processus, par exemple les fondations peuvent mettre en œuvre des engagements spécifiques dans leurs déclarations de mission et dans l'allocation des fonds, ainsi que dans leurs politiques de dons. Toutes les entreprises du secteur privé peuvent également l'appliquer dans leurs politiques et opérations de conformité par le biais d'un système de gestion de la conformité.

Messages clés

La budgétisation sensible au genre : un outil d'intégration de la dimension de genre

L'intégration de la dimension de genre est un moyen de garantir que l'élaboration des politiques et le travail législatif répondent plus efficacement aux besoins de toute la population - femmes et hommes, filles et garçons. L'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire nous permet d'identifier les différents impacts que les revenus et les dépenses publiques ont sur différents groupes de personnes, et plus particulièrement comment les cadres budgétaires actuels ne répondent pas aux différents besoins des femmes et des filles.

Les budgets reflètent les priorités politiques

Les budgets sont souvent présentés comme un ensemble complexe de règles et de procédures, mais ils constituent l'instrument politique le plus important et un outil puissant pour transformer les sociétés. La budgétisation sensible au genre lève le voile sur les mécanismes de budgétisation en Europe.

Les budgets ne sont pas neutres en termes de genre

Lorsqu'il s'agit de budgets, on suppose qu'ils affectent tout le monde de la même manière. Ce n'est pas le cas. Les femmes ont des besoins spécifiques et sont confrontées à des obstacles spécifiques, résultant principalement de la répartition historique, traditionnelle et stéréotypée du pouvoir et du travail. La budgétisation sensible au genre est un moyen de prendre en compte cette réalité lors de l'élaboration des budgets.



De l'engagement à l'action

Il est temps que les décideurs de l'UE et des États membres s'engagent et fassent en sorte que le care et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes soient considérés comme un investissement public plutôt que comme une question de dépenses publiques. Il est plus important que jamais que toutes les parties prenantes s'engagent à investir dans la réalisation des droits des femmes et à veiller à ce que chaque euro dépensé réponde aux valeurs de la société.

Réduire plus efficacement la pauvreté

L'égalité femmes-hommes est essentielle pour vaincre efficacement les schémas de pauvreté. Les femmes et les hommes ne vivent pas la pauvreté de la même manière (et les femmes la vivent plus gravement) ; et les uns et les autres sont confrontés à des contraintes différentes pour surmonter la pauvreté. Les femmes sont également



plus touchées par la pauvreté temporelle que les hommes. Si les besoins des femmes ne sont pas pris en compte sur un pied d'égalité, les politiques de réduction de la pauvreté risquent d'échouer. C'est pourquoi les résultats de l'analyse budgétaire selon le genre constitueront une base de données importante pour cibler plus efficacement les politiques de réduction de la pauvreté.

**GENDER
BUDGETING**

Renforcer la responsabilité et la transparence

La budgétisation sensible au genre est un outil puissant pour mettre en évidence les écarts entre les engagements internationaux, communautaires et nationaux en faveur de l'égalité femmes-hommes, et le montant des fonds publics affectés à la réalisation de ces engagements et à l'atteinte des critères et objectifs en matière d'égalité femmes-hommes. En suivant les montants alloués et la manière dont ils sont dépensés, la budgétisation sensible au genre accroît à la fois la responsabilité et la transparence. Ainsi, la budgétisation sensible au genre est une stratégie qui permet de rendre les gouvernements responsables de la traduction des engagements en matière d'égalité femmes-hommes en engagements budgétaires et qui facilite le suivi de ces engagements.

Suivi de la réalisation des objectifs politiques

La budgétisation sensible au genre fournit une série d'outils permettant de contrôler dans quelle mesure les objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes ont été atteints, ou comment les objectifs politiques généraux tels que les objectifs de développement ont été atteints en tenant compte de la dimension de genre.

Renforcer les approches participatives sensibles au genre

La budgétisation sensible au genre peut contribuer à la mise en pratique de la consultation et de la participation du public dans la préparation et l'adoption des budgets ainsi que dans le suivi de leurs résultats et impacts. En particulier, la budgétisation sensible au genre peut garantir que les femmes et les points de vue des femmes sont inclus dans les processus participatifs et ainsi renforcer la qualité de ces derniers.

S'engager dans la budgétisation sensible au genre peut ouvrir de nouvelles opportunités pour la participation d'un groupe plus large de parties prenantes dans le processus de budgétisation et de planification à tous les niveaux de gouvernement, y compris au niveau européen. Les militantes et militants de la cause des femmes et de la défense de l'égalité femmes-hommes, en particulier, peuvent utiliser la budgétisation sensible au genre comme une opportunité de travailler à une meilleure prise en compte de leur voix dans les processus de planification et de budgétisation.

Assurer une bonne gouvernance démocratique

Le processus d'amélioration de la fourniture de biens et de services aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons d'une manière équitable, juste et responsable doit être considéré comme une partie intégrante de la définition de la bonne gouvernance. La bonne gouvernance démocratique exige une approche participative du processus d'élaboration des politiques, afin que les différents points de vue des différents groupes, y compris les femmes, soient représentés.

La budgétisation sensible au genre offre une stratégie et une approche permettant d'élargir le processus budgétaire traditionnel afin d'impliquer dans les processus budgétaires et de planification des groupes précédemment exclus, notamment les femmes et les personnes défendant de l'égalité femmes-hommes. En ce sens, la budgétisation sensible au genre est une approche qui permet de renforcer non seulement la bonne gouvernance économique et financière, mais aussi la bonne gouvernance démocratique en général.



La budgétisation sensible au genre peut fournir de nouveaux canaux pour promouvoir l'égalité des sexes et les questions relatives aux femmes et donner à ces préoccupations une plus grande priorité dans l'élaboration des politiques. L'objectif ultime est de transformer les processus de budgétisation et de planification afin de s'assurer que les acteurs réguliers intègrent les objectifs d'égalité femmes-hommes dans leurs activités habituelles et lui accordent une plus grande priorité.

**GENDER
BUDGETING**

Lettre type de plaidoyer

Objet

Adoption urgente de la budgétisation sensible au genre dans [Budget / fond / instrument financier]

Cher [Nom du décisionnaire/ Ministre des Finances],

Nous vous contactons au nom de [nom de l'organisation], afin de vous demander l'adoption formelle de dispositions relative à la budgétisation sensible au genre dans [indiquer ici le processus budgétaire, par exemple le prochain budget annuel de l'autorité locale].

L'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire, également appelée budgétisation sensible au genre, est une méthode permettant de garantir que les budgets et les finances publiques sont conçus pour soutenir l'égalité entre les femmes et les hommes, et tiennent compte de leurs impacts sur les différents besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

La budgétisation sensible au genre est pratiquée depuis quarante ans dans le monde entier et nous souhaitons travailler avec vous afin de vous aider à utiliser cet outil essentiel pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes en Europe. [indiquer le pays /la région/etc]

En utilisant ce cadre dans le [indiquer ici le processus budgétaire, par exemple le prochain budget annuel de l'autorité locale] vous veillerez à ce que les ressources soient réparties au mieux pour répondre aux différents besoins et droits des femmes et des hommes, tout en respectant les engagements pris dans [indiquer l'article constitutionnel si pertinent] et l'article 23 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui garantit l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines. Ce processus étape par étape pour faire progresser l'égalité femmes-hommes grâce à la méthodologie éprouvée et au processus transparent qu'offre la budgétisation sensible au genre vous aidera à fixer des objectifs pour renforcer l'autonomie économique des femmes qui sont encore souvent victimes de discriminations ou de violations de leurs droits.

Dans un premier temps, nous vous invitons à mettre en place un groupe de travail transversal au plus haut niveau de votre [Ministère des finances/institution, organisation...] sous l'égide de tous les présidents de [Directions générales de la Commission Européenne/ tous les Ministres/ ...] qui ont l'autorité nécessaire pour intégrer la budgétisation sensible au genre dans ce cycle budgétaire. Nous encourageons vivement ce groupe de travail à être composé de femmes et d'hommes en parité, ainsi que de membres de la société civile, et à cet égard, nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est donnée de collaborer étroitement avec vous pour établir cette première étape.

La volonté et le leadership politiques à tous les niveaux appropriés seront essentiels pour garantir la réalisation de [indiquer ici le processus budgétaire, par exemple le prochain budget annuel de l'autorité locale] qui répondra aux besoins de toute la

population de manière égale ; votre leadership et votre engagement politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes sont plus précieux que jamais et nous vous faisons confiance.

Nous serions heureux d'avoir l'occasion de nous rencontrer en personne pour en discuter davantage.

Sincères salutations, [Nom, fonction, organisation, date]

**GENDER
BUDGETING**

Demandes de la Société civile

Demandes fondamentales

Nous vous appelons à...

- ♦ progresser dans la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'élimination de toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe à l'égard des femmes et des filles dans tous les parties de la société, notamment tous les groupes vulnérables.
- ♦ Réaliser les engagements décrits dans les (traités de l'ONU, le traité de Lisbonne, la Charte européenne des droits fondamentaux (Art 23.1.) et/ou nos constitutions nationales/régionales) en mettant en œuvre l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire sans délai.
- ♦ Assurer l'intégration de la dimension de genre dans toutes les rubriques du budget, qui peut se traduire par des programmes concrets, fondés sur des actions et axés sur les résultats, et conformes à l'objectif et à la portée de chaque domaine politique.
- ♦ Rédiger une stratégie de mise en œuvre de l'intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire, avec un plan d'action comprenant un calendrier pour les cinq prochaines années, et l'adopter sans délai.



• Demandes d'action spécifiques sur la budgétisation sensible au genre

Nous vous appelons à...

- s'assurer que l'analyse de la budgétisation sensible au genre sera un mécanisme régulier dans les différentes étapes de votre cycle budgétaire.
- utiliser l'évaluation de l'impact sur le genre Ex-Ante, l'analyse de l'identification des besoins des femmes et des filles [et des hommes/garçons, vos clients/ vos partenaires/citoyens].
- veiller à ce qu'avant la fin de votre cycle budgétaire, une évaluation et un examen ex post de l'égalité entre les femmes et les hommes soient réalisés afin de vérifier si votre politique, vos mesures et le budget en place ont atteint votre objectif de faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes.

recueillir les suggestions du parlement [d'autres organes] et organiser des consultations publiques avec des expertes et experts et des représentantes de groupes de femmes et

d'autres groupes ciblés afin d'inclure leurs recommandations d'amélioration dans les prochaines phases du cycle budgétaire.



Présidente du LEF

Réka Sáfrány

Secrétaire Générale

Joanna Maycock

Coordinatrice du projet

Mae Ocampo

**Cheffe de projet et
responsable du kit**

Asha Allen

**Coordinatrice
Communications &
Media**

Adriana

Paradiso

**Chargée de politique et de
plaidoyer**

Mary Collins

Web & Toolkit Design

Alejandra Soto and Esther Rizo

Contributeurices

Mira Baselovic, Jessica Nguyen,
Cecilia Francisco Carcelen

Crédits

Le LEF tient à remercier tout particulièrement les nombreuses femmes compétentes de toute l'Europe qui ont rendu ce kit d'outils possible :

- ◆ Les membres du groupe de travail des expertes du LEF sur la budgétisation sensible au genre : Clara Berglund, Marion Böker, Ana Sofia Fernandes, Dr Elisabeth Klatzer, Dina Loghin, Emma Ritch et Janet Veitch (OBE).
- ◆ Les membres du groupe de travail du LEF sur l'économie féministe et les membres des coordinations du LEF qui les ont soutenues.
- ◆ Toutes les contributeurices du projet Channelling Resources into Women's Rights et les organisations de la société civile qui ont soutenu par leur idées et leur expertise.
- ◆ Les membres du Secrétariat du LEF pour leur soutien dans toutes les étapes de ce projet.



Funded by
the European Union

FONDATION
CHANEL

This toolkit was developed with
Support by Fondation Chanel



**GENDER
BUDGETING**